



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

DECLARATION

« Un 14 juillet officiel loin des valeurs de la République et de la Résistance »

Citation d'Albert Camus le 8 août 1945, deux jours après Hiroshima :

« *La paix est la seule bataille qui vaille d'être menée* »

Abstract

Le président de la République, dans son discours aux armées prononcé le 13 juillet 2023 s'est félicité d'avoir « permis à la France de doubler son budget annuel de la défense sur la durée de deux lois de programmation militaire » en ajoutant : « quel pays peut dire avoir fait un tel engagement dans la durée et la constance ? » Puis il a annoncé une transformation du ministère des armées car le « modèle actuel procède d'une logique qui ne place pas toujours ou pas assez la guerre au cœur de ces organisations ou de ces processus ». Pour le Mouvement de la paix, on ne peut que se féliciter de l'hommage rendu à Jean Moulin, mais force est de constater que les valeurs républicaines et les idéaux portés par les mouvements de résistance sont loin des centres d'intérêts du président de la République surtout préoccupé de « gagner les guerres du futur » et de poursuivre les programmes de construction de nouvelles armes nucléaires (60 milliards au titre de la prochaine loi de programmation militaire) en contradiction avec l'article 6 du Traité de Non-prolifération nucléaire. En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les résistants qui s'étaient engagés contre le fascisme et le nazisme, n'avaient pas comme préoccupation de « gagner les guerres du futur », mais **d'empêcher les guerres et de construire la paix**. Ils partageaient surtout l'opinion d'Albert Camus qui déclarait deux jours après le bombardement atomique sur Hiroshima que « **La paix est la seule bataille qui vaille d'être menée** ». Dans la même logique ils ont contribué à la rédaction de la Charte des Nations Unies avec la volonté de « préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine 'avait' infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ». Engagés pour l'élimination totale de l'arme atomique, ce sont les mêmes résistants et partisans de la paix qui ont construit, dans le respect de la diversité des courants de la résistance, les bases du Mouvement de la Paix, lequel poursuit ce combat et **appelle à l'action du 21 septembre au 7 octobre 2023** à l'occasion de la journée internationale de la paix (21 septembre), de la journée internationale de l'Onu pour l'élimination totale des armes nucléaires (26/09) et de la semaine mondiale d'action pour la paix en Ukraine du 30 septembre 2023 au 7 octobre, avec un point fort le 7 octobre, journée internationale d'actions pour la paix en Ukraine.

Déclaration complète

Le président de la République n'a pas souhaité s'exprimer devant le peuple français le jour de la fête nationale. Il a préféré faire le 13 juillet un discours aux armées à l'hôtel De Brienne. Il s'est félicité « *de n'avoir pas attendu la guerre en Ukraine pour engager un effort massif* » en faveur des dépenses militaires et a exprimé sa fierté d'avoir « *permis à la France de doubler son budget annuel de la défense sur la durée de deux lois de programmation militaire* ». Puis il s'est félicité en ces termes : « *quel pays peut dire avoir fait un tel engagement dans la durée et la constance ?* »

A quelques semaines (aout 2023) de la réunion d'un comité préparatoire à la conférence d'examen sur le TNP (2026) on aurait pu penser qu'il parlerait de la nécessité d'une mise en œuvre multilatérale du TNP, alors que l'agression de la Russie contre l'Ukraine souligne l'urgence de la réalisation concrète de ce traité. En fait il a une fois de plus justifié la violation de ce traité par le France, qui va consacrer 60 milliards d'euros dans la LPM pour de nouvelles armes nucléaires, au nom « *d'une défense qui repose sur une dissuasion renouvelée et qui investit dans des innovations majeures* ». Puis il a annoncé une transformation du ministère des armées car le « *modèle actuel procède d'une logique qui ne place pas toujours ou pas assez la guerre au cœur de ces organisations ou de ces processus* ».

Puis il a affirmé la nécessité que l'Europe pour être respectée devait constituer « *un vrai pilier européen au sein de l'alliance atlantique* », car « *nous avons aujourd'hui la chance d'avoir une administration américaine qui est à nos côtés* », cependant « *pour les décennies qui viennent c'est nous qui aurons à porter le fardeau de notre sécurité et des conflits dans le voisinage* ».

Par ailleurs, si nous pouvons comprendre que l'Inde est un partenaire obligé de la France, le président de la République n'était pas obligé de faire du premier ministre indien MODI, responsable d'un parti nationaliste, autoritaire et fascisant, l'invité d'honneur des cérémonies du 14 juillet.

Enfin, on ne peut que se féliciter de l'hommage rendu à Jean Moulin, mais force est de constater que les valeurs républicaines et les idéaux portés par les mouvements de résistance sont loin des centres d'intérêts du président de la République, qui est surtout préoccupé de « *gagner les guerres du futur* ».

Après Hiroshima le 7 aout 1945 Albert Camus disait que « **La paix est la seule bataille qui vaille d'être menée** ». **A la fin de la Seconde Guerre mondiale**, les résistants qui s'étaient engagés contre le fascisme et le nazisme, n'ont pas exigé d'augmenter les dépenses militaires de manière exponentielle afin de préparer et « *gagner les guerres du futur* », car leur préoccupation principale était **d'empêcher les guerres et de construire la paix**.

Parce qu'ils avaient connu et vécu les horreurs de la guerre, des camps, de l'holocauste et des 70 millions de morts des deux guerres mondiales, ce sont ces mêmes résistants et déportés qui les premiers ont pris conscience qu'après Hiroshima et Nagasaki, l'être humain disposait désormais de la puissance nécessaire pour participer à sa propre disparition.

C'est pour cela qu'avec les autres peuples du monde, ils se sont mobilisés pour soutenir la création des structures et organismes nécessaires pour bannir les guerres. C'est grâce à cette volonté d'agir pour la paix, que la Charte des Nations Unies est née et commence par "nous, peuples des nations unies résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances" et qu'elle fut complétée en 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'Homme

En France, les forces de la résistance se sont également engagées dans la mise en œuvre de réformes sociales et démocratiques progressistes, pour une part issue du

(*) Par exemple l'article 23 de la Charte de l'ONU stipule que les dépenses militaires doivent être réduites au minimum.

programme du Conseil National de la Résistance, y compris pour éviter un poids démesuré de médias au service du complexe militaro industriel.

Ce sont les mêmes résistants et partisans de la paix qui ont construit, dans le respect de la diversité des courants de la résistance, les bases du Mouvement de la Paix et, qui à l'image du président Eisenhower, ont alerté sur le danger que pouvait constituer l'existence au sein d'un Etat d'un puissant lobby militaro industriel capable de peser et d'infléchir les orientations politiques de cet Etat.

Nous les peuples, qui voyons que la misère, l'analphabétisme, la faim et les inégalités, persistent et progressent dans ce monde

Nous les peuples, qui voyons et subissons l'aggravation des crises économique, sociale, écologique et morale, n'avons aucun intérêt à applaudir aux discours bellicistes, d'où qu'ils viennent

Nous les peuples, nous continuons à dire « maudites soient toutes les guerres » et à dénoncer celles et ceux (puissances ou individus) qui, par intérêt, les fomentent au détriment de millions de vie humaines et de la planète.

C'est pourquoi, être légitimement soucieux de la sécurité de son pays, ne peut justifier un discours guerrier se réjouissant du doublement des dépenses militaires. L'urgence c'est de faire des propositions et de dégager des moyens pour construire la paix à travers par exemple la mise en œuvre des objectifs de développement durable ou la mise en place de réformes institutionnelles comme la création d'une mission interministérielle pour la paix proposée par le livre blanc de la paix écrit dans le cadre du collectif national des marches pour la paix. En effet, la sécurité humaine, individuelle et collective, physique, sociale, sanitaire, alimentaire, écologique, environnementale doit être au cœur de toute politique en faveur de la paix car indispensable pour faire face aux défis du monde d'aujourd'hui.

Pour la France comme pour tous les pays, l'avenir ne peut résider dans une augmentation totalement irrationnelle des dépenses militaires.

Fixer comme objectif de se donner les moyens de gagner les guerres du futur c'est une folle inversion des logiques qui ne peut que donner, la guerre, comme seule perspective au monde

Aujourd'hui comme hier cette voie est une voie sans issue.

C'est l'aveu de l'impossibilité pour une grande partie des classes dirigeantes de construire un discours d'avenir basé sur le respect des valeurs de la Charte des Nations unies et sur l'idée que pour son avenir l'humanité n'a aucun autre chemin que la paix.

Les résistants qui avaient conçu le programme du CNR avec l'ambition de contribuer à la construction de jours heureux, n'avaient pas construit leur programme sur la base de la militarisation du monde mais au contraire sur les valeurs fondatrices de notre République (liberté, égalité, fraternité) incluant le progrès social, la justice, le développement des services publics, de l'éducation et de la science. Ils étaient porteurs de l'idée généreuse que l'intérêt des peuples c'est de construire solidairement un monde de paix, de justice et de libertés basé sur la coopération et non sur la compétition et la guerre

Le minimum que l'on puisse attendre d'un président de la République c'est de contribuer au développement d'un monde de paix dans le respect de la Charte des Nations Unies et de proposer des solutions humaines et humanistes à la crise sociale que vit notre pays, crise exacerbée à la suite de l'assassinat de Nahel.

Aujourd'hui comme hier, ce sont toujours les peuples qui font les frais de la guerre. L'avenir de l'humanité n'a aucun autre chemin que celui de la paix. C'est pourquoi le

() Par exemple l'article 23 de la Charte de l'ONU stipule que les dépenses militaires doivent être réduites au minimum.*

mouvement de la paix appelle à l'action du 21 septembre au 7 octobre 2023 à l'occasion de la journée internationale de la paix (21 septembre), de la journée internationale de l'Onu pour l'élimination totale des armes nucléaires (26/09) et de la semaine mondiale d'action pour la paix en Ukraine du 30 septembre 2023 au 7 octobre, avec un point fort le 7 octobre, journée internationale d'actions pour la paix en Ukraine.

***Le Mouvement de la Paix
Le 18 juillet 2023***

() Par exemple l'article 23 de la Charte de l'ONU stipule que les dépenses militaires doivent être réduites au minimum.*